

69377

Distr.
LIMITEE

STAT/WG.NAC/86/1
23 septembre 1986

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Séminaire sur la révision du système de
comptabilité nationale des Nations Unies

Addis-Abeba (Ethiopie), 29 septembre - 3 octobre 1986

CADRE CONCEPTUEL DU SYSTEME
DE COMPTABILITE NATIONALE (SCN)*

* Le présent document est extrait du document ESA/STAT/AC.27/3, daté de mars 1986 et établi essentiellement par des fonctionnaires des bureaux de statistique de l'ONU, de l'OCDE et de la CEE. Il est destiné à servir de base aux discussions et ne devrait pas être considéré comme représentant les vues de ces organisations.

RESUME

Le présent document traite de certaines questions qui ont été soulevées au sein d'un certain nombre d'instances à propos de la définition du système de comptabilité nationale (SCN) sous forme d'un ensemble de comptes de base complété par des blocs appropriés. L'examen de ces questions est suivi d'une brève discussion du rôle des tableaux d'entrées - sorties dans le SCN et d'un exemple de comptabilité type.

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>
1. Structure du système.....	1 - 6
2. Compte de base et blocs appropriés.....	7 - 8
3. Indicateurs économiques clés.....	9 - 10
4. Rôle des tableaux d'entrées - sorties dans le SCN révisé.....	11 - 12
5. Contenu des comptes d'ajustement.....	13
6. Relations entre les classifications.....	14 - 17
7. Exemple de comptabilité type.....	18 - 34

CADRE CONCEPTUEL DU SCN

1. Structure du système

1. La structure de base du système n'est pas différente de celle de la version de 1968. Elle regroupe dans un ensemble de tableaux cohérents et détaillés les données suivantes :

a) Comptes des opérations financières (mouvements de fonds) et non financières par secteur;

b) Données Entrées - Sorties et données connexes par branche d'activité marchande;

c) Comptes du patrimoine et d'ajustement par secteur et capital fixe par branche d'activité marchande.

2. Le système est constitué d'un ensemble convenu de définitions et de classifications, d'agents et d'opérations ainsi que de classifications croisées de ces éléments pour former les comptes et les tableaux annexes.

3. Des amendements sont proposés pour la nouvelle version du SCN, essentiellement pour la classification et la présentation des opérations quelquefois pour tenir compte des éléments nouveaux mais principalement pour permettre au système d'être plus clair tant pour les usagers que pour les compilateurs et plus souples dans les types de données et de présentation pouvant être indiqués, par exemple :

a) Autres formes de présentations telles que la délimitation des différentes productions, les agrégats d'encaissement, etc.;

b) Tableaux annexes complémentaires ou comptes satellites pour développer davantage des aspects particuliers de l'économie qui pourraient surcharger les comptes principaux s'ils y étaient introduits;

c) Amélioration des relations avec les systèmes statistiques connexes (balance des paiements, statistiques des finances publiques, etc.).

4. Pour une bonne intégration de ces aspects, il faudrait réexaminer et étendre certaines classifications en particulier celles des opérations. Afin que le SCN puisse continuer d'être le cadre conceptuel complet des statistiques économiques, le détail des nouvelles classifications fait partie intégrante du système.

5. Pour la présentation de routine des données, il faudra toutefois recourir à des niveaux plus élevés d'agrégation pour certains secteurs par exemple ou pour les questionnaires internationaux. Par contre, des détails additionnels pourraient s'avérer utiles dans des pays donnés pour refléter les éléments particuliers de leur économie.

6. En dehors des classifications par agent et par opération, il est nécessaire de définir la manière dont ils sont combinés dans les comptes et comment on parvient à des soldes logiques.

2. Comptes de base et blocs appropriés

7. Au cours des récentes discussions sur la révision du SCN, un certain nombre de comptables nationaux ont suggéré que le SCN soit reformulé de manière à être constitué de "comptes de base" auxquels seraient ajoutés des blocs appropriés pour élargir le système et lui permettre de répondre à des besoins analytiques particuliers. Une proposition de ce genre donne à penser que les comptes de base devraient être limités aux opérations réelles - c'est-à-dire à l'exclusion des imputations - et devraient enregistrer les opérations telles qu'elles sont effectuées entre les agents - c'est-à-dire sans réaffectations.

8. Les discussions sur cette question laissent entrevoir que pour la plupart des experts nationaux et internationaux, le SCN constitue une entité irréductible : il peut être résumé pour faciliter la présentation et les détails du système peuvent être comprimés dans la présentation des rapports internationaux. Mais on ne devrait pas considérer des éléments particuliers comme éléments centraux au détriment d'autres éléments confinés au statut d'éléments périphériques.

3. Indicateurs économiques clefs

9. De nombreux pays sont préoccupés par le fait que, depuis l'instauration du SCN de 1968, le rôle du PNB a été minimisé par rapport à celui du PIB. Cela a constitué un sujet de préoccupation dans de nombreux pays où l'on enregistre des différences considérables entre les deux agrégats. C'est pourquoi le Comité d'experts souhaiterait peut-être discuter de l'opportunité de restaurer ou non la parité du PNB avec le PIB.

10. Une autre innovation du SCN de 1968 a été de remplacer la notion d'évaluation des coûts des facteurs par celle des prix de base. Cette transition n'a pas été convenablement appliquée à une large échelle et la notion de coûts des facteurs continue d'être appliquée. Faudrait-il, compte tenu de ce qui précède, reconsidérer la décision de remplacer le coût des facteurs par l'évaluation des prix de base ?

4. Rôle des tableaux d'entrées - sorties dans le SCN révisé

11. Dans le Livre bleu actuel, le Chapitre III porte sur une discussion de la manière dont le système peut être utilisé comme instrument d'analyse des entrées - sorties. Au milieu des années 60, des tableaux d'entrées - sorties ont été établis dans un certain nombre de pays et il était naturel que les auteurs du SCN recherchent l'intérêt aussi bien des compilateurs que des utilisateurs des comptes nationaux dans ce nouvel instrument d'analyse économique. Il existe toutefois trois raisons au moins de suggérer que la

nouvelle version du Livre bleu devrait accorder moins d'attention à l'analyse des entrées - sorties. En premier lieu, l'établissement de tableaux d'entrées - sorties produit par produit ou branche par branche est une opération différente sur le plan qualitatif de la compilation du reste de la comptabilité nationale. Il implique des hypothèses et des ajustements techniques si nombreux qu'il serait plus juste de parler d'analyse statistique plutôt que de compilation statistique. Deuxièmement, la discussion de l'analyse des entrées - sorties nécessite l'introduction de méthodes complexes d'évaluation ne servant qu'à l'analyse des entrées - sorties. La Commission de statistiques ayant souvent mis l'accent sur la nécessité de simplifier la présentation du SCN, la suppression de l'analyse des entrées - sorties du Livre bleu pourrait certainement contribuer à atteindre cet objectif. Enfin, l'importance accordée à l'analyse des entrées - sorties a amené plusieurs pays à mettre l'accent sur l'établissement de tableaux complexes d'entrées - sorties au détriment de statistiques plus détaillées sur les comptes de revenu et de dépenses et les comptes de capital.

12. Il y a, à cet égard, deux autres points à souligner. Les observations précédentes ne doivent en aucune façon être interprétées comme une volonté de minimiser l'analyse des entrées - sorties ou comme signifiant que celle-ci n'appartient pas au système dans son ensemble. L'analyse des entrées - sorties constituera le sujet d'un manuel séparé tout comme d'autres sujets tels que la distribution des revenus, les matrices de comptabilité sociale, les comptes du secteur public et autres. Le second point est que l'omission des tableaux d'entrées - sorties n'implique nullement qu'on abandonnerait dans le Livre bleu ce qui est généralement appelé la "méthode des flux de produits". Un tableau des ressources et emplois des biens et services semblables à celui figurant dans le SCN actuel devrait être retenu aussi bien pour son intérêt analytique que pour sa valeur en tant que formulaire pour établir les tableaux d'entrées - sorties, les comptes de production et les tableaux sur la valeur ajoutée par branche d'activité non marchande d'origine. Pour ce faire, l'élargissement du tableau actuel des ressources et emplois des biens et services pourrait s'imposer.

5. Contenu des comptes d'ajustement

13. Les actifs et passifs corporels, incorporels et financiers actuels qui sont enregistrés dans les comptes de flux du SCN n'expliquent pas entièrement la différence entre les valeurs d'ouverture et de clôture de ces actifs. Les comptes de patrimoine du SCN (décrits dans les directives internationales provisoires sur les comptes de patrimoine et d'ajustement nationaux et sectoriels du système de comptabilité nationale) prévoient par conséquent des comptes d'ajustement. Ceux-ci se composent essentiellement de deux éléments différents, à savoir les réévaluations et les ajustements proprement dits. Les réévaluations ne prêtent pas à controverse pour équilibrer les valeurs d'ouverture et de clôture s'il y a eu des changements de prix au cours de

la période considérée. Toutefois, il a été suggéré qu'au moins quelques éléments de l'ajustement soient transférés aux comptes de flux. On peut citer, à titre d'exemple, les changements nets au niveau des actifs forestiers, fonciers et des ressources du sous-sol, l'annulation ou le réaménagement des dettes, l'allocation ou la suppression de DTS, et la monétisation de l'or. Si ces éléments étaient enregistrés dans les comptes de flux du système, les comptes d'ajustement ne comporteraient que les ajustements d'ordre statistique tels que les changements dans la classification sectorielle des propriétaires d'actifs et les réévaluations.

6. Relations entre les classifications

14. Un SCN révisé comprendra un certain nombre de classifications d'agents et d'opérations qui sont étroitement liées par le biais d'unités statistiques communes et souvent utilisées conjointement soit dans le processus de compilation soit dans l'analyse des données. Il s'agit notamment de la Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI) et de la Classification des fonctions des administrations publiques (COFOG) qui sont des classifications par agent respectivement des établissements et des programmes publics, ainsi que des classifications de biens et services, par type, dans la classification centrale des produits (CPC), par catégorie du commerce international dans la Classification-type pour le commerce international (CTCI) par catégories d'objets de consommation finale et par type de biens d'équipement. La plupart de ces classifications sont actuellement en cours de révision.

15. Il existe plusieurs exemples d'utilisation conjointe de ces ventilations dans la compilation et l'analyse de la comptabilité nationale. Le cadre de la comptabilité nationale comporte, par exemple, un tableau des ressources et de l'emploi des biens et services. Ce tableau nécessite l'ajout des approvisionnements intérieurs et des importations et par conséquent l'établissement d'un lien entre la CPC et la CTCI. Il nécessite également la répartition des ressources totales aux catégories de demande finale, ce qui ne peut se faire que si l'on définit un lien entre la classification CPC des ressources et les classifications de la consommation finale privée par objet, de la formation brute de capital par type de produits et des exportations par catégorie CTCI. L'utilisation conjointe de la CITI et de la COFOG constitue un autre exemple. Les deux classifications sont utilisées dans l'allocation des programmes publics et aussi dans la classification des entreprises départementales lorsqu'elles présentent des données relatives aux administrations publiques.

16. Comme il n'existe pas dans le SCN de liens explicites entre les classifications susmentionnées, les pays définissent généralement ces liens dans leur procédure de compilation. En d'autres termes, les pays établissent une relation directe entre la CTCI et les catégories de classification nationale des biens et services, définissant approximativement les catégories de demande finale de consommation et de formation de capital en termes de catégories de la classification nationale des biens et services et en codifiant ensemble les programmes publics et les entreprises départementales de telle sorte qu'un lien implicite est défini entre la ventilation CITI de la production et de la formation de capital des administrations publiques (y compris les entreprises départementales) et la ventilation de la consommation des administrations publiques par fonction.

17. Comme les liens définis par chaque bureau de statistique peuvent différer d'un pays à l'autre, il pourrait se poser un problème de comparabilité internationale des données. Afin d'améliorer la comparabilité internationale, il est suggéré que le SCN comporte à l'avenir des liens explicites entre les classifications. Ces liens peuvent être définis à un niveau détaillé ou à un niveau plus global et pourraient être décrits en termes de relations directes et de relations plus complexes entre les différentes catégories de classification.

7. Exemple de comptabilité type

18. Les tableaux 1, 2, 3 et 4* comportent un modèle pour l'élaboration d'un schéma détaillé d'une quatrième révision du SCN. Le tableau 1 est une présentation consolidée des comptes figurant au tableau 2 tandis que les tableaux 3 et 4 offrent des améliorations des classifications des agents et des opérations identifiés dans les comptes. La structure globale des comptes est modifiée par rapport au SCN actuel afin de refléter l'importance accordée maintenant, au niveau de l'analyse, à la conduite de groupes de petites unités d'agents. La structure modifiée facilite par ailleurs l'incorporation de perfectionnements spécialisés du système dans des domaines tels que les statistiques des administrations publiques, la répartition des revenus et les statistiques de ménage, les tableaux d'entrées-sorties et les comptes extérieurs. Elle est également suffisamment souple pour incorporer de nouveaux types d'analyses et d'autres élaborations de statistiques qui sont utiles à des pays donnés ou dans des circonstances particulières. Une caractéristique de la nouvelle présentation est l'introduction d'une structure hiérarchique plus prononcée dans les classifications, en particulier celles des opérations. On laisse entendre ici que même sans apporter des changements fondamentaux, le seul fait d'introduire une structure hiérarchique plus clairement définie dans la classification des opérations permettrait d'atteindre l'objectif visant à simplifier le système tout en introduisant en même temps de nouveaux détails; il permettrait également une plus grande souplesse d'application dans les pays ayant des préoccupations d'ordre politique très différentes ou ne disposant pas du même volume de données statistiques.

19. Le schéma de base proposé figure dans le tableau 1 qui présente les comptes pour trois secteurs intérieurs, à savoir les entreprises, les administrations publiques et les ménages, des comptes consolidés pour l'économie nationale et les comptes homologues pour les opérations avec le reste du monde. Les comptes comportent les recettes indiquées à droite du tableau et les catégories de dépenses figurant à gauche. Les catégories de recettes et de dépenses en question sont celles considérées comme indispensables aux types d'analyse servis par un cadre intégré de comptes nationaux. Elles comportent notamment des catégories de l'économie réelle, la production brute, la consommation intermédiaire, la consommation finale, la formation brute de capital fixe, les variations de stocks, les exportations et les importations; deux éléments du revenu ordinaire, à savoir le revenu de la propriété et de l'entreprise

et les transferts ordinaires; ainsi que trois catégories de flux financiers, à savoir les transferts de capitaux, l'acquisition nette d'actifs financiers et les passifs nets. Les éléments sont groupés en trois comptes de flux pour la production, les revenus et les dépenses et les mouvements de capitaux, donnant deux soldes, à savoir la valeur ajoutée et l'épargne brute. Dans le schéma de base est également inclus un ensemble de comptes de patrimoine d'ouverture et de clôture qui comprennent les stocks d'ouverture et de clôture d'actifs corporels et financiers et de passifs ainsi qu'un compte d'ajustement qui comprend les réévaluations et autres changements dans la valeur des actifs qui ne sont pas reflétés dans les quatre comptes.

20. Le tableau illustre le contenu et les corrélations des comptes et secteurs avec des informations quantitatives basées sur les données de la comptabilité nationale de la République fédérale d'Allemagne pour 1981. Les données montrent comment la valeur ajoutée et l'épargne brute sont obtenues secteur par secteur ou colonne par colonne, en déduisant des recettes les décaissements et comment les éléments pour les deux colonnes de l'économie nationale sont dérivés ligne par ligne comme soldes des recettes et des dépenses des secteurs intérieurs. Une exception a été faite pour les comptes de production qui ne comportent pas la production brute ou les valeurs de la consommation intermédiaire pour l'économie nationale afin de simplifier les comptes de l'économie nationale conformément au SCN actuel. L'omission de ces valeurs n'affecte pas le solde global des comptes de l'économie nationale dans la mesure où la valeur ajoutée pour l'économie nationale qui est le solde de la production brute et de la consommation intermédiaire a été incluse dans le tableau. Les comptes mondiaux restants ont également été incorporés dans le tableau. Les éléments de ces comptes reflètent le point de vue de l'économie nationale, c'est-à-dire que les importations sont présentées comme des décaissements en direction du reste du monde et les exportations comme des recettes en provenance du reste du monde. Le solde de ces comptes constitue un excédent sur les opérations de biens et services qui est présenté parallèlement à la valeur ajoutée, et un excédent de la nation sur les opérations courantes qui est présenté en même temps que l'épargne brute. Les valeurs positives du solde de ces comptes représentent des excédents du compte de la nation et les éléments négatifs des déficits vis-à-vis du reste du monde.

21. Quelques exemples quantitatifs sur la base des chiffres indiqués peuvent aider à clarifier ce qui précède. L'épargne brute des entreprises qui est de 211,9 est obtenue en déduisant de la valeur ajoutée (1 334,6) la compensation payée aux employés (680) et en y ajoutant la somme des différences entre les recettes et les décaissements du revenu des propriétés et des entreprises (299,6 - 556,6) et les transferts courants (73,8 - 259,5). Le montant des transferts courants nets reçu par l'économie nationale (-27,7) est égal à la somme des différences entre les recettes et les débours des taxes indirectes et des transferts courants des entreprises (73,8 - (90,6 + 168,9)), des administrations publiques (641,7 - (302,2 + 0,2)) et des ménages (330,3 - 511,3). Ce transfert courant net devrait être égal à la différence entre les recettes en provenance du reste du monde et les débours vers le reste

du monde (9,3 - 37). La consommation finale de l'économie nationale (1 197) est égale à la somme de la consommation finale des ménages (879,2) et des administrations publiques (317,8). Dans ce cas il n'y a que des entrées d'un côté du compte. On peut également l'obtenir en ajoutant à la valeur ajoutée les recettes et transferts nets en provenance du reste du monde et en soustrayant l'épargne brute de la valeur ajoutée. Les excédents (ou déficits) indiqués comme compte du reste du monde (13,8, excédent sur les opérations de biens et services; -12,8 déficits de la nation sur les opérations courantes) sont déjà reflétés dans les soldes respectifs de l'économie nationale. Les relations ci-dessus figurent également dans les comptes de patrimoine. Par exemple, la valeur de clôture des actifs financiers moins les passifs pour l'économie nationale (50,4) est égale à la somme des valeurs de clôture des actifs moins les passifs des entreprises (3 326 - 4 505,4), des administrations publiques (328,1 - 554,1) et des ménages (1 604,6 - 148,5) et est aussi égale à la différence entre les stocks d'actifs étrangers détenus par les résidents (545,5) moins les stocks de passifs des résidents vis-à-vis du reste du monde (495,2).

22. Le tableau 1 peut être considéré comme un schéma résumé qui décrit toutes les caractéristiques du SCN et comporte en principe toutes les opérations qui sont couvertes par le système. Il n'indique pas toutefois tous les détails relatifs aux opérations ou aux agents et ne comporte pas tous les soldes possibles éventuellement nécessaires à la variété des analyses pouvant être basées sur un tel cadre de comptabilité nationale. Le plan peut être élargi de manière à expliciter des soldes supplémentaires ou de substitution grâce à une division des comptes, indiquer plus de détails concernant les agents ou inclure plus de détails dans la présentation des opérations. Ces élargissements peuvent être appliqués unilatéralement ou simultanément. Les trois types d'expansion du schéma de base sont présentés séparément dans les tableaux 2, 3 et 4.

23. Le tableau 2 qui se fonde sur une information très similaire à celle du tableau 1 détermine des soldes supplémentaires, chacun ayant sa propre signification économique. Le compte de production a été décomposé en un compte des ressources et d'emplois des biens et services et en un compte de production. Le compte des ressources et d'emplois des biens et services serait la base de l'analyse du flux des biens et services marchands et des comptes de production pour les industries. On y indique que la valeur ajoutée de l'économie nationale (produit intérieur brut) est égale à la somme des catégories des dépenses intérieures plus la différence entre les exportations et les importations ($1\,544,1 = 1\,197,0 + 338,2 - 4,9 + 461,4 - 447,6$). Le second sous-compte est le compte de production actuel du SCN sauf que l'excédent net d'exploitation est remplacé par la valeur ajoutée en tant que solde.

24. Dans le compte de revenu et dépenses, le tableau 2 distingue quatre sous-comptes concernant la création, l'affectation, la répartition et l'utilisation du revenu, ce qui donne par conséquent quatre soldes : excédent net d'exploitation, revenu sectoriel, revenu disponible et épargne nette. Le revenu sectoriel a été ajouté comme équivalent sectoriel du revenu national

qui comporte en outre l'excédent net d'exploitation, le revenu net de la propriété et de l'entreprise qu'un secteur reçoit des investissements en dehors de son propre processus de production. Il peut, par conséquent, être considéré comme une mesure du revenu reçu sur son propre capital et qui est investi soit dans son propre processus de production par le biais de l'acquisition d'actifs corporels soit dans d'autres processus de production par l'acquisition d'actifs financiers. L'excédent net d'exploitation par contre constitue une mesure du revenu reçu par le capital et l'entrepreneur des facteurs, indépendamment de la propriété du capital.

25. Il résulte de la division du compte de revenu et dépenses que la consommation de capital fixe et de taxes indirectes moins les subventions réapparaît comme des catégories d'opérations séparées. Les deux sont indiquées comme des éléments de débours dans le compte de création de revenu. Les taxes indirectes sont, par ailleurs, indiquées comme sous-élément de recette des transferts ordinaires publics dans le compte de répartition du revenu et la consommation de capital fixe est indiquée comme recette dans le sous-compte du compte de capital appelé accumulation d'actifs corporels.

26. Le compte de capital se compose de quatre sous-comptes dans le tableau 2 couvrant respectivement la répartition de l'épargne, l'accumulation d'actifs corporels, l'accumulation d'actifs financiers et le financement de l'accumulation. Les trois soldes qui l'accompagnent sont des changements dans la valeur nette du patrimoine de l'emprunt net et l'excédent global. Le premier sous-compte qui indique la redistribution de l'épargne par le biais de transferts de capitaux relie les comptes de flux au compte de patrimoine. Le changement dans la valeur nette du patrimoine qui constitue le solde est égal à la différence entre les valeurs d'ouverture et de clôture de la valeur du patrimoine nette moins la réévaluation de la valeur nette du patrimoine. Cela s'applique à l'économie nationale ($129,8 = 5\,731,6 - 5\,385,2 - 216,8$), aux entreprises ($25 = 3\,325,8 - 3\,092,1 - 208,7$), aux administrations publiques ($-17,1 = 949,8 - 953,1 - 14$), aux ménages ($121,9 = 1\,456,1 - 1\,340,1 - (-6)$) ainsi qu'à la valeur nette du patrimoine l'économie nationale par rapport au reste du monde ($-15,3 = 50,3 - 58 - 7,8$).

27. La capacité de financement indiquée dans le sous-compte pour l'accumulation des actifs corporels est la même que dans le SCN actuel. Ce compte comporte les liaisons entre les stocks d'ouverture et de clôture, les comptes d'ajustement et de flux en ce qui concerne le capital corporel. Par exemple, la formation brute de capital fixe plus les variations des stocks plus les achats nets de terres moins la consommation de capital fixe des entreprises ($286,1 - 5,1 - 178,1$) est égale à la différence entre les valeurs des stocks d'ouverture et de clôture des actifs corporels moins la valeur présentée dans les comptes d'ajustement ($4\,505,2 - 4\,210,2 - 192,1$).

28. Le sous-compte pour l'accumulation des actifs financiers a été introduit afin d'arriver à un solde appelé excédent global qui est similaire à l'excédent global utilisé dans les Statistiques des finances publiques (GFS) et qui représente l'excédent ou le déficit après que les administrations publiques

ont exécuté leurs politiques par le biais des modes de dépenses intentionnelles de consommation finale, des paiements du revenu de la propriété, des transferts ordinaires et des transferts de capitaux ainsi que de l'achat net d'actifs corporels et financiers. Un solde similaire pourrait être utile pour déterminer les besoins de financement des politiques d'investissement des entreprises non financières et des institutions financières. Les comptes pour l'accumulation des actifs financiers et le financement de l'accumulation comportent également les flux reliant les valeurs d'ouverture et de clôture et les valeurs des stocks d'ajustement des actifs et des passifs financiers. Par exemple, l'acquisition nette d'actifs financiers par les administrations publiques (18,2) est égale à la différence entre la valeur des stocks de clôture et d'ouverture moins la valeur d'ajustement des actifs financiers détenus par les administrations publiques (328,1 - 310,8 - (-0,9)). De même, le montant des passifs nets des ménages (7,1) est égal à la différence entre la valeur des stocks de clôture et d'ouverture moins l'ajustement de la valeur des passifs financiers du secteur des ménages (148,5 - 141,2 - 0,2).

29. Les tableaux 3 et 4 comportent des détails complémentaires ou de substitution du nombre limité des catégories d'agents et d'opérations figurant dans le tableau 1. Le tableau 3 comporte quatre types de détails complémentaires pour les catégories d'agents. Le premier est le secteur institutionnel figurant actuellement dans le SCN. Il est quelque peu élargi en ce qui concerne le reste du monde, des groupements séparés étant introduits pour les organisations supra-nationales et internationales, les programmes d'aide multilatérale et bilatérale et les groupements régionaux de pays partenaires. D'autres divisions dans les colonnes suivent la classification CITI devant être appliquée aux unités de production au niveau de l'établissement ou au niveau de l'entreprise, la classification des fonctions des administrations publiques devant être appliquée aux unités des administrations publiques qui sont généralement des programmes gouvernementaux et finalement plusieurs distinctions de substitution entre les secteurs structuré et non structuré, les secteurs moderne et traditionnel, les secteurs libéral et planifié, y compris l'identification séparée des secteurs clés, autant d'éléments nécessaires à la classification des unités de production au niveau de l'entreprise.

30. Les détails des opérations les plus importantes figurant dans les lignes du tableau 4 sont regroupés par les 3 comptes indiqués au tableau 1; ils se fondent sur la classification économique actuelle du SCN et peuvent être également comparés à la classification ESA des opérations (voir annexe 1). Les seules ventilations additionnelles ou de substitution concernent la consommation finale qui est subdivisée en consommation finale individuelle et collective, la distinction entre les transactions réelles et imputées qui est appliquée à plusieurs catégories d'opérations telles que les contributions des employeurs, les transferts des intérêts, les transferts sociaux et autres transferts ordinaires et les transferts de capitaux ainsi que la ventilation des taxes directes et indirectes sur la base du détail disponible dans les statistiques de finances publiques. Les classifications de substitution qui ne s'appliquent qu'aux flux de biens et services sont indiquées dans les colonnes du tableau 4. Il s'agit notamment d'une classification des biens

et services par type faisant la distinction entre les biens et services marchands et les biens et services non marchands tels qu'ils figurent actuellement dans le SCN, d'une classification des biens et services en cours d'élaboration par un groupe de travail conjoint Bureau de statistique de l'ONU - EUROSTAT, d'un type de classification des biens d'équipement qui pourrait être une amélioration de la classification actuellement présentée au tableau 6.2 du Livre bleu et enfin d'une classification de la consommation finale individuelle en cours d'élaboration par l'OCDE et EUROSTAT sur la base du tableau 6.1 du Livre bleu actuel.

31. L'autre possibilité d'expansion du système suggérée dans les tableaux 2, 3 et 4 pourrait être appliquée unilatéralement ou en combinaison, c'est-à-dire par classification croisée. Le tableau 3 contient des suggestions d'une classification croisée de détail CITI en faisant la distinction entre les grandes catégories institutionnelles des entreprises, de l'administration publique et des ménages, d'une classification croisée des catégories de la classification des fonctions des administrations publiques avec une ventilation par institution du secteur public, ou des administrations publiques et du secteur des institutions financières ayant des fonctions financières. Le tableau 4 propose une classification croisée des classifications des biens et services indiquées dans les colonnes avec les catégories économiques de production figurant dans la première partie de ce tableau. D'autres classifications croisées de détail pourraient être appliquées. La première est, bien entendu, une classification croisée entre les groupes détaillés d'agents institutionnels indiqués au tableau 3 et les catégories d'opérations économiques indiquées dans les lignes du tableau 4. La distinction effectuée dans la dernière colonne du tableau 3 entre les secteurs moderne et traditionnel, structuré et non structuré, libéral et planifié pourrait également faire l'objet d'une classification croisée avec les catégories des agents CITI présentées dans la première colonne du tableau. Par ailleurs, les détails supplémentaires des agents et des opérations pourraient être appliqués à d'autres ventilations des comptes figurant au tableau 2. Le nombre de classifications croisées possible est quasi illimité et les directives internationales pourraient permettre de déterminer les plus appropriées.

32. Le niveau de détail de l'expansion ultérieure des agents et des opérations peut également être régi par des directives internationalement établies. On pourrait introduire dans le détail une hiérarchie qui devrait être similaire à celle figurant actuellement dans la CITI, la COFOG, la CPC, la CTCI. Les tableaux 3 et 4 comprennent des suggestions pour l'établissement d'une telle hiérarchie par le biais des systèmes de codification appliqués; de même le tableau 2 comparé au tableau 1 laisse croire implicitement que la valeur ajoutée et l'épargne brute sont hiérarchiquement plus importantes que les soldes plus détaillés tels que l'excédent net d'exploitation, le revenu sectoriel, le revenu disponible, les changements dans les valeurs nettes, les crédits nets et l'excédent global. La hiérarchie traduit une priorité établie qui devrait se fonder sur les considérations suivantes :

a) La hiérarchie des catégories d'opérations et d'agents devrait permettre d'établir une différence au niveau du développement statistique. Seuls les pays statistiquement plus avancés peuvent opérer plus de détails.

b) La hiérarchie devrait refléter l'importance analytique du détail pour un grand nombre de pays. La ventilation des comptes tels qu'ils sont présentés dans le tableau 1 et le faible niveau de détails au niveau des agents et des opérations indiqués dans les tableaux 3 et 4 devrait se prêter à l'analyse dans la plupart des pays qui appliquent le système. Davantage de détails au niveau des comptes, des agents et des opérations pourraient convenir à un nombre plus limité de pays : par exemple la ventilation des transferts sociaux pourrait ne pas convenir à de nombreux pays en développement et on ne devrait pas, par conséquent, lui accorder la priorité dans la hiérarchie. Il en est de même pour la ventilation des taxes ou la distinction opérée entre les opérations réelles et imputées ou entre tel détail au niveau des agents selon laquelle où l'on opère la distinction entre les secteurs libéral et planifié, traditionnel et moderne, structuré et non structuré.

c) D'autres détails pourraient être limités seulement à quelques facteurs. Par exemple, le détail des taxes (241 et 242 dans le tableau 4) pourrait n'être utile que pour les secteurs des entreprises, des ménages et des administrations publiques et pourrait ne pas être indiqué dans les comptes pour le reste du monde et pour l'économie rationale. Le détail des transferts sociaux pourrait n'être utile que pour les secteurs des administrations publiques et des ménages et pourrait n'être indiqué pour aucun des autres secteurs. D'autres détails des catégories de taxe sur la base de la ventilation des statistiques de finances publiques actuelles et indiqués dans le tableau 4 pourraient n'être appliqués qu'aux secteurs des administrations publiques. D'autres ventilations des comptes tels qu'ils figurent au tableau 2 pourraient n'être appliquées que pour certains secteurs. L'excédent net d'exploitation n'est pas utile pour le secteur des administrations publiques, le revenu sectoriel peut n'être utile que pour l'analyse du secteur des entreprises et l'excédent global comme précédemment indiqué peut ne s'appliquer qu'aux secteurs des administrations publiques et des entreprises.

d) Dans le même ordre d'idées que ce qui figure au point (c), la cohérence intersectorielle d'une expansion des comptes du tableau 1 pourrait n'être nécessaire que pour une ventilation des comptes, des agents et des opérations au niveau commun le plus détaillé de la hiérarchie. Si certains détails ne figurent que dans certains secteurs et non pas dans d'autres, il est évident que la cohérence interne des comptes ne peut s'effectuer à ce niveau de détail.

e) La hiérarchie dans le détail des comptes, des agents et des opérations devrait régir le niveau auquel le SCN concorde avec d'autres systèmes spécialisés tels que les statistiques de finances publiques, la balance des paiements, les statistiques monétaires et financières et autres. Comme ces systèmes contiennent des détails qui ne sont pas nécessaires au SCN et que le SCN pourrait comporter dans différents secteurs des détails n'intéressant pas d'autres secteurs, il est inutile de faire concorder les notions au niveau le plus détaillé.

33. Une discussion de ces considérations pourrait révéler une hiérarchie différente de celle suggérée dans les tableaux 2, 3 et 4. Les ventilations de comptes et les catégories d'agents et d'opérations qui sont indiquées comme

étant de deuxième ou troisième priorité ou même d'un ordre de priorité plus faible pourraient être élevées au niveau de première priorité. Cela pourrait impliquer que le détail du tableau 1 pourrait être élargi pour inclure des ventilations complémentaires ou de substitution de groupes d'agents et d'opérations ainsi que de comptes et de soldes complémentaires ou de substitution. Les changements dans les définitions, l'évaluation des stocks, les attributions et les imputations en ce qui concerne les groupes d'agents et d'opérations qui résulteront des discussions au cours des réunions ultérieures de groupes d'experts pourraient entraîner des changements dans la couverture des secteurs et des opérations dans tous les tableaux ainsi que des modifications dans les détails présentés dans les tableaux 3 et 4.

34. Le système de base présenté dans le tableau 1 joue le même rôle que la matrice de base du SCN dans le tableau 2.1 du Livre bleu bien que sa couverture soit plus limitée. Il existe certes des différences de détails dans les groupes d'agents et d'opérations ainsi que dans la ventilation des comptes de même qu'il existe des différences dans l'organisation des données par secteur (tableau 1) plutôt qu'essentiellement par groupe d'opérations (tableau 2.1 du Livre bleu), les deux présentations n'en sont pas moins compatibles. Le détail du SCN actuel en matière de production, de sectorialisation institutionnelle et de compte de patrimoine peut entrer dans le cadre suffisamment élargi du tableau 1 et vice versa. En d'autres termes, les deux systèmes peuvent aussi bien l'un que l'autre servir de base à l'organisation des données. Le système proposé a toutefois l'avantage de faciliter l'identification des données nécessaires à l'analyse du comportement sectoriel tout en facilitant également l'incorporation de statistique de secteurs spécialisés portant notamment sur le secteur public, les entreprises familiales et le secteur extérieur. Il permet également d'incorporer des statistiques sur des sous-secteurs présentant un intérêt particulier.